

Du pantouflage et du libéralisme ou les traîtres de la République

« Comme si rentabiliser au service du patronat ses compétences acquises dans la haute magistrature pouvait poser un quelconque problème déontologique ».

Voilà comment se clôt un article du *Canard enchaîné* du 1^{er} juin 2011.

Au-delà de l'affaire dont traite cet article, intitulé « *un pantouffleur de haut niveau* », cette conclusion dégage la quintessence de ce qui ruine l'Etat-Nation, la République et la souveraineté des citoyens : ceux qui sont requis de les **servir** s'en détournent avec désinvolture pour mettre ce qu'ils en ont appris à la disposition de ce qui satisfait leur *ego* minuscule et immodeste. La trahison et la corruption chevauchent la même monture.

Laurent RABATE, avec un accent aigu, conseiller maître à la Cour des Comptes, vient d'être embauché par l'UIMM*, cette puissante centrale patronale dont l'utilisation de la caisse noire pour « pacifier » les relations sociales a défrayé la chronique il y a quelques années et dont les initiatives malheureuses en matière d'enseignement professionnel ont entraîné la disparition du BEP et de l'ancien bac pro.

Ce RABATE s'occupait encore récemment, à la Cour des Comptes, de « *l'application des lois de financement de la Sécurité sociale.* » Et par une coïncidence qui ne doit rien au hasard, il a été nommé « *directeur de la protection sociale à l'UIMM* » ...

Voilà donc un bonhomme, formé dans les écoles de la République pour **servir** les intérêts de l'Etat et de la Nation, qui a exercé dans la haute fonction publique des responsabilités au nom de la République, qui a d'indéniables compétences dans un secteur bien précis qui concerne l'ensemble des citoyens et qui, en échange d'une grasse, voire très grasse, rémunération met ses qualifications acquises aux frais des contribuables au service des intérêts très privés et très particuliers du grand patronat !

Ce saut prodigieux et lucratif « *de la magistrature au patronat* » a été annoncé avant même que la Commission de Déontologie de la Fonction Publique ait émis son avis sur la bienséance de ce pantouflage.

Laurent RABATE vient plutôt de la soi-disant gauche (il a servi dans les cabinets de JOSPIN, TASCA, LANG). Il désire se faire un paquet de fric pour ses vieux jours et pour ses rejetons (à vrai dire, je ne sais pas s'il en a, ni encore moins s'il fera de vieux os !) Il met, pour ce faire, tout son acquis politico-administrativo-judiciaire de haut fonctionnaire à la disposition des maîtres de forges et de la ploutocratie triomphante.

Or, c'est comme cela que la marche forcée vers la privatisation maximum des services publics s'effectue : ce sont de hauts fonctionnaires, et aussi de moins hauts, qui donnent la main à tout ce qui sape le plus le sens du bien public, celui de l'intérêt général. Alors qu'ils ont été nommés à leur fonction pour **servir** la République et ses citoyens, ils font passer au premier rang de leurs préoccupations l'idéologie libérale et ce qu'elle peut avoir d'avantageux pour eux personnellement et se détournent de ce qui fonde la démocratie et le vivre ensemble républicains.

Est-ce le syndrome de la chute du soviétisme qui gangrène cette caste ? Méprisant sa mission, vendant aux plus offrants son savoir faire de haut niveau acquis grâce aux efforts des contribuables, prendrait-elle son modèle incivique sur certains responsables de l'économie soviétique qui, lors de la chute de l'URSS, ont considéré que les moyens de production qu'ils géraient, **au nom du peuple**, étaient leur propriété privée ?

On connaît la suite : la peste noire de la mafia qui sème la désolation partout tandis que les nouveaux riches et les ploutocrates mettent la planète au pas.

Le SNCA e.i.L. Convergence n'ignore pas que le pantouflage des hauts fonctionnaires, c'est-à-dire le détour par le privé, est légal.

Mais il constate que les garde-fous qui encadrent ce détour autorisé sont de plus en plus considérés par les intéressés comme des entraves superfétatoires, donc négligeables... et négligées. Et que la réaction des préposés aux garde-fous est tout autant considérée comme superfétatoire, négligeable ... et contournée !

Cette insidieuse trahison d'un nombre grandissant des serviteurs de l'Etat est dirigée contre la souveraineté nationale, celle du peuple des citoyens et des travailleurs.

Perte du sens des missions, perte du sens des valeurs qui les commandent, perte du sens des principes qui les légitiment : France, ton Etat fout l'camp !

Et si, plutôt que de s'emballer pour les candidats marchandisables des prochaines présidentielles, les Français s'occupaient sérieusement à faire revivre l'Etat-Nation, la République, en un mot, leur souveraineté ?

C'est tout le mal que je nous souhaite !

Ceterum, censeo capitalismum esse delendum.

Françoise Roche
Secrétaire générale

* *Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie*